

Question orale de Mme Katrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "les attentats récents de Boko Haram au Cameroun et au Nigeria"

Katrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, les contre-offensives menées au cours de l'année dernière par les forces armées des différents pays de la région du lac Tchad seraient parvenues à réduire les moyens d'action du groupe terroriste islamiste Boko Haram. Celui-ci, faute désormais de capacités suffisantes, substituerait aux offensives de masse une stratégie d'attentats ciblés. En témoigne la vague d'attentats sans précédents perpétrée au Cameroun depuis le début de cette année 2016.

Selon Yaoundé, les exactions commises par la mouvance terroriste Boko Haram auraient causé la mort de 1 200 personnes depuis 2013 sur le territoire camerounais. L'extrême nord du territoire, frontalier de l'État nigérian de Borno, fief du mouvement terroriste, sert de base arrière aux djihadistes et ferait l'objet de raids et de pillages réguliers. Un chiffre qui s'ajoute aux nombreux attentats et faits de violence commis par Boko Haram au Nigeria depuis 2009, qui ont causé la mort de plus de 17 000 personnes et déplacé plus de 2 millions d'habitants.

Monsieur le ministre, comment évaluez-vous la situation actuelle de Boko Haram, sa capacité de recrutement ainsi que l'évolution du conflit dans cette région du lac Tchad? Envisagez-vous un renforcement de la participation de notre pays aux efforts européens et internationaux dans la lutte contre cette mouvance islamiste radicale? Estimez-vous que les autorités nigérianes ont mis en place des moyens suffisants pour apporter une réponse politique crédible au prosélytisme de Boko Haram? Le président français prévoit la tenue d'une réunion internationale en mai prochain, à Abuja. La Belgique a-t-elle l'intention de faire passer un message politique lors de cette conférence? Quelles sont vos attentes par rapport à celle-ci?

Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, chers collègues, l'année dernière, Boko Haram a fait allégeance à Daech. On parle d'ailleurs d'un système pratiquement de *franchising* en la matière dans un certain nombre d'autres régions.

La présence croissante de Daech en Libye pourrait avoir pour conséquence de renforcer les moyens logistiques de Boko Haram puisque l'on assiste à un glissement vers la Libye, ainsi que d'influer sur sa stratégie et son idéologie pour en faire une organisation djihadiste à part entière. L'organisation Boko Haram recrute sans difficulté parmi la jeunesse de cette région historiquement déshéritée et délaissée par le biais de réseaux d'influence personnelle.

En dépit des efforts conjugués des pays de la région, qui ont constitué la *Multinational Joint Task Force* pour lutter plus efficacement contre Boko Haram, et une substantielle intensification de la ligue militaire, ce mouvement continue d'attaquer régulièrement des villages isolés pour y commettre des atrocités. En témoigne le double attentat suicide perpétré le 9 février par deux femmes kamikazes dans le camp de déplacés de Dikwa qui a causé la mort de 58 personnes.

J'ai immédiatement condamné cette attaque et fait part de la solidarité de la Belgique envers le gouvernement et le peuple nigérian ainsi qu'envers les nombreuses victimes du terrorisme dans la région.

Sur le plan humanitaire, l'effet combiné de l'insécurité et de la vulnérabilité des populations sous-jacentes se traduit en un nombre record de personnes déplacées (deux millions à l'intérieur du Nigeria). En décembre 2015, OCHA estimait que 9,1 millions de personnes (presque une sur trois) avaient besoin d'assistance et d'une protection d'urgence, que 4,4 millions de personnes avaient besoin d'une assistance alimentaire d'urgence dans le bassin du lac Tchad, 90 % d'entre elles se trouvant dans le Nord du Nigeria.

Une vingtaine d'organisations humanitaires et d'ONG se trouvent actuellement sur place avec tous les risques pour la sécurité de leur personnel que cela comporte.

La Belgique participe aux efforts de l'Union européenne dans la région du lac Tchad, notamment par le biais d'un soutien logistique de la *Multinational Joint Task Force* à concurrence de 50 millions d'euros.

Par ailleurs, un programme de grande envergure visant au développement économique de la région du lac est actuellement en voie d'élaboration par la Banque mondiale, les Nations unies et l'Union européenne, programme auquel la Belgique participera par le biais de sa contribution à ces organisations internationales.

Le président du Nigeria, M. Buhari, a fait de la lutte contre Boko Haram et contre le prosélytisme de cette organisation une priorité majeure de son mandat présidentiel, comme il l'a rappelé au Parlement européen début février.

Sur le plan bilatéral, le Nigeria et le Cameroun ont eu leurs différends frontaliers. Le nouveau président Buhari a néanmoins effectué en 2015 une visite d'État au Cameroun. Une bonne coopération militaire dans les zones frontalières des deux pays est cruciale car il n'existe pas de droit de poursuite transfrontalière.

Nous allons continuer de plaider pour cette collaboration entre les deux pays de la région. Nous allons également continuer d'appuyer les efforts qui sont entrepris par plusieurs organisations internationales pour tenter de développer des programmes d'encouragement à un progrès économique dans la région. Enfin, nous allons voir comment nous pouvons poursuivre l'aide aux autorités du Nigeria pour lutter contre l'insécurité et protéger les populations particulièrement vulnérables dans certaines régions du pays.

Katrin Jadin (MR): Monsieur le président, cela n'appelle pas particulièrement de commentaires, si ce n'est qu'en effet, comme j'ai pu m'en rendre compte il y a quelques années, cette région n'avait certainement pas besoin de conflits de ce type-là. Nous constatons que ce phénomène se répand. Je salue les efforts que la Belgique est prête à faire pour renforcer les structures étatiques en place au Nigeria. Cela me semble d'autant plus important que les attentats qui ont été perpétrés ces derniers mois se multiplient et qu'on ressent un réel besoin.